



19th UN/INTOSAI Symposium
19^e Symposium ONU/INTOSAI
19. VN/INTOSAI Symposium
19° Simposio NU/INTOSAI

28 – 30 March 2007, Vienna, Austria / 28 – 30 mars 2007, Vienne, Autriche
28. – 30. März 2007, Wien, Österreich / 28 al 30 de marzo de 2007, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema

- SYMPOSIUM ON VALUE AND BENEFITS OF GOVERNMENT AUDIT
IN A GLOBALISED ENVIRONMENT •
- SYMPOSIUM SUR LA VALEUR ET L'AVANTAGE DU CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES DANS
UN CONTEXTE MONDIALISÉ •
- SYMPOSIUM ÜBER DEN WERT UND NUTZEN
DER ÖFFENTLICHEN FINANZKONTROLLE IN EINEM GLOBALISIERTEN UMFELD •
- SIMPOSIO SOBRE EL VALOR Y LOS BENEFICIOS DE LA FISCALIZACIÓN PÚBLICA
EN UN CONTEXTO GLOBALIZADO •

- L'ÉVALUATION DES „ACTIFS INCORPORELS“ D'UNE ORGANISATION AU MOYEN
DU „RAPPORT SUR LE CAPITAL INTELLECTUEL“

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

AUTRICHE

Dans le secteur privé, la différence entre la valeur comptable et la valeur marché d'une entreprise – définie pour les entreprises cotées en bourse par le cours de l'action – permet de constater que la valeur de l'entreprise s'évalue non seulement par son bilan, mais aussi par d'autres paramètres. Il ressort d'études menées par des banques américaines que les actifs incorporels (immatériels) comptent bien plus, et ce depuis longtemps, que les ressources traditionnellement désignées dans les rapports financiers comme des „actifs corporels“, tout au moins en ce qui concerne le pourcentage des investissements par rapport au PIB (tableau 1).



Tableau 1 : Part des actifs incorporels dans les investissements des entreprises américaines.

Etant donné que toutes les entreprises de service sont en pleine mutation – aussi bien les administrations que les entreprises basées sur les connaissances et, bien sûr, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques – les connaissances et les compétences sont décisives pour leur succès, avant même les techniques de travail „dures“, considérées jusqu'ici comme les capacités clés d'une organisation. Il convient donc d'adapter les méthodes d'analyse et de présentation des rapports à cette mutation.

Les institutions scientifiques, telles que les centres de recherche [1], ont été les premières à utiliser ces méthodes. En effet, leur performance ne peut être quantifiée que très approximativement par les indicateurs micro-économiques classiques. C'est

ainsi que les universités, entre autres, considèrent que le taux de réussite des étudiants et des enseignants, (par exemple le nombre des publications et leur impact sur la communauté scientifique, le nombre de diplômes supérieurs (doctorats) sur le marché national, ou encore les prix attribués à la recherche) est aujourd'hui beaucoup plus important pour le classement et la renommée internationale de ces institutions que la „seule” bonne gestion de leurs ressources.

Selon la nouvelle loi de 2002 sur les universités en Autriche (Universitätsgesetz), chaque université doit communiquer la productivité de son capital intellectuel sous la forme d'un rapport sur le capital intellectuel (Intellectual Capital Report). Cette loi est assortie de dispositions d'application détaillées depuis 2006 [2]. C'est sur la base de ce rapport que sont conclus tous les trois ans les accords entre l'Etat qui finance les universités et telle ou telle université. Le fait qu'une partie du financement de l'Etat - jusqu'à 20% - dépende des résultats consignés dans le rapport sur le capital intellectuel incite les universités à être plus compétitives, ce qui n'était pas le cas en Europe à ce jour.

En dehors des organismes de recherche et des universités, quelques grandes entreprises considèrent ce rapport plus comme un instrument de planification stratégique et d'orientation que comme un instrument de référence. On notera que les organisations autrichiennes ont été les pionnières dans ce domaine. En 2003, la Banque centrale autrichienne a été la première institution financière au monde à avoir ajouté à son rapport annuel un rapport sur le capital intellectuel. En 2001, le leader mondial austro-suédois dans le domaine des aciers, Böhler-Uddeholm, a été le premier groupe industriel à utiliser cet instrument et à divulguer ses actifs „incorporels“. Cette procédure a ensuite été introduite en Allemagne en 2002, puis dans d'autres pays européens, et elle se répand peu à peu partout dans le monde. En Europe, on estime à 500 le nombre des entreprises qui utilisent cette méthode de reporting.

En 2006, la Commission Européenne a présenté le rapport d'un Groupe d'experts de haut niveau sur l'évaluation du capital intellectuel, le rapport RICARDIS [3], qui analyse l'avantage de l'évaluation du capital intellectuel, donne un aperçu des différentes méthodes et pose quelques questions sur lesquelles il convient de se pencher plus avant. L'évaluation du capital intellectuel est reconnue comme une nouvelle procédure non encore confirmée mais indispensable pour rendre visible la part „immatérielle“ de la création de valeur, surtout dans le cas d'organisations basées sur les connaissances.

De par leur mission et leur raison d'être, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques sont des organisations basées sur les connaissances typiques. Un de leurs objectifs est de renforcer la compétence des organisations qu'elles auditent en mettant à leur service leur propre compétence méthodologique. Souscrivant à cette stratégie, la Cour des comptes d'Autriche a mis sur pied un projet calqué sur „le cadre de référence“ type du modèle de rapport sur le capital intellectuel utilisé en Europe, celui de Koch&Schneider [4]. Ce modèle tente de représenter la corrélation entre les paramètres de performance économiques ou monétaires démontrables et les paramètres non monétaires, exprimés par ce que l'on appelle le „capital intellectuel“.

Le cadre fixé par le modèle est structuré en cinq parties qu'il faut „remplir“ tout au long du processus de reporting sur le capital intellectuel, étape par étape, à savoir : (tableau 4) : (1) les objectifs stratégiques, établis à partir de la mission et de la vision de l'organisation, qui constituent toutes les deux les objectifs stratégiques du développement des connaissances de l'organisation, (2) la gestion des connaissances, fonction opérationnelle de maîtrise professionnelle des différents éléments du modèle, (3) l'exposé du „capital intellectuel“ et des compétences de l'organisation dans les quatre catégories habituellement reconnues : „capital humain“, „capital structurel“, „capital relationnel“ (réseaux) et „capital d'innovation“ (4) les processus clés = processus de l'organisation, dont le processus d'audit et ses processus annexes représentent le processus essentiel (tableau 3) et (5) les résultats obtenus, c'est-à-dire les résultats tangibles, en particulier financiers, et les résultats intangibles, qui figurent à tout le moins comme un élément „enrichissement“ pour toutes les parties prenantes, et qu'il conviendrait d'autant plus d'intégrer à l'avenir.

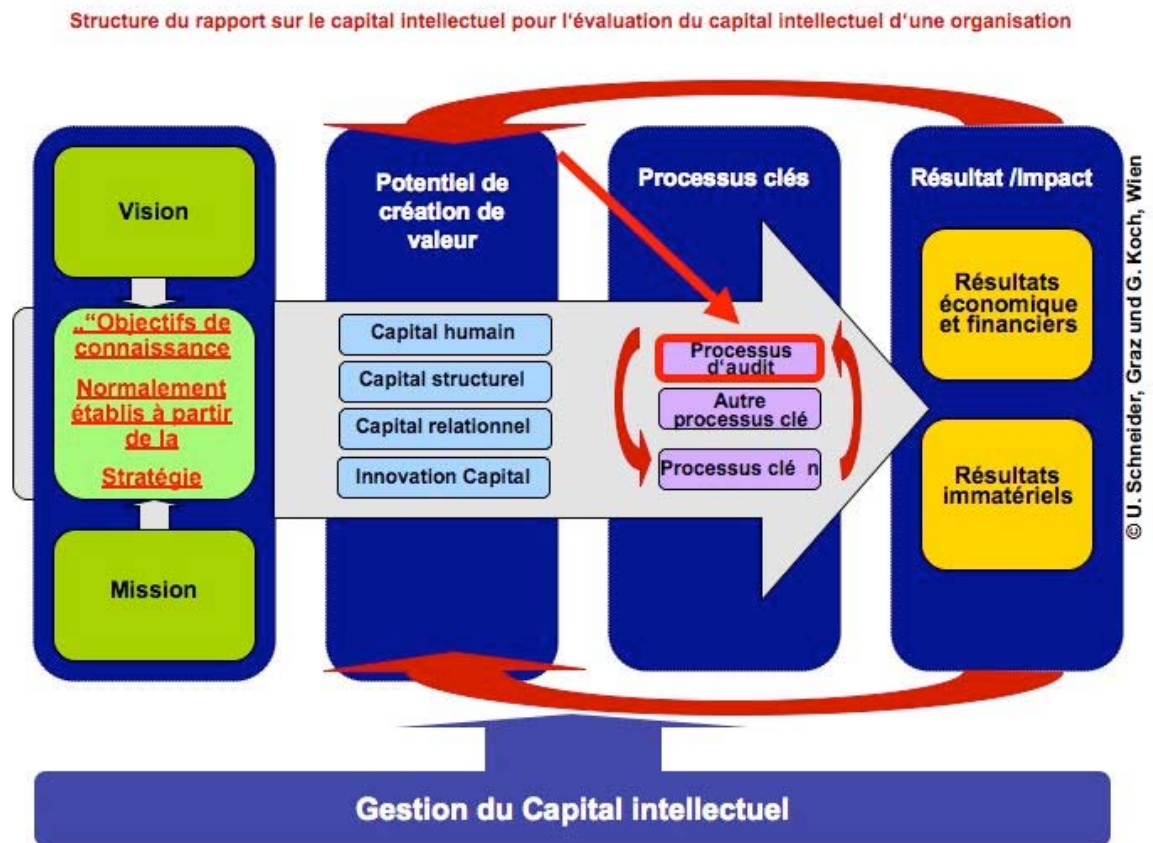


Tableau 2 : Modèle de „cadre de référence“ du rapport sur le capital intellectuel

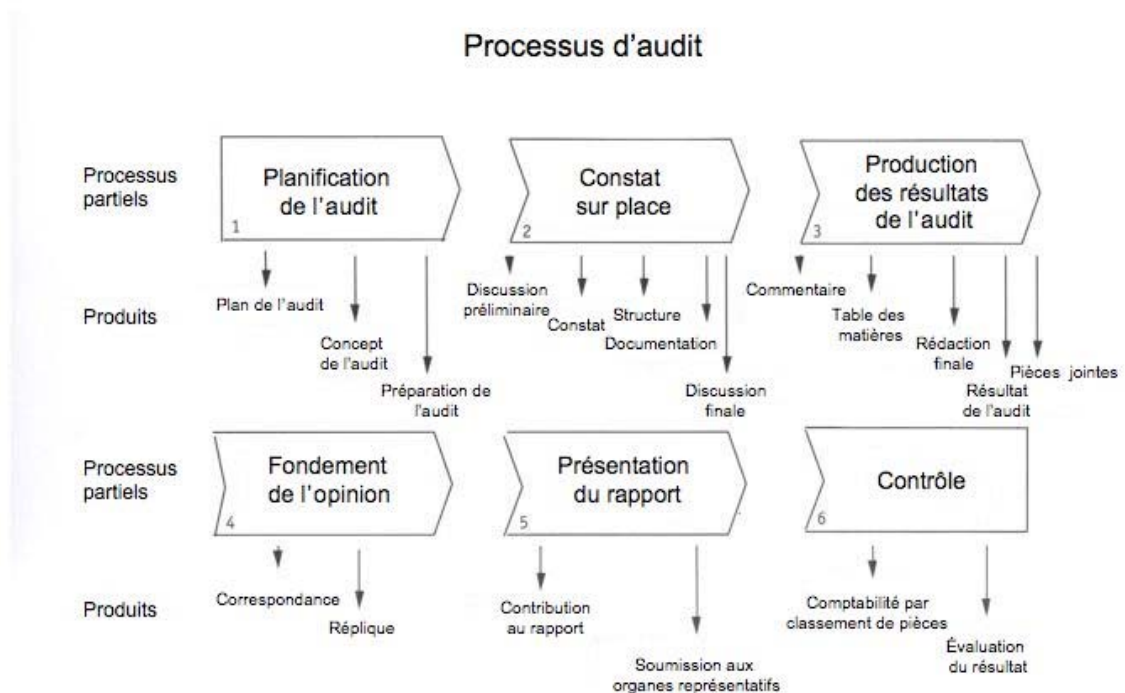


Tableau 3 : Présentation détaillée d'un aspect du rapport sur le capital intellectuel : le processus d'audit et ses processus annexes à la Cour des comptes d'Autriche.

Ces cinq composantes, dont la partie indiquée au tableau 3 ne représente qu'un aspect partiel des „processus clés“ - sont représentées dans un rapport sur le capital intellectuel de telle manière que le mandataire du rapport ainsi que toutes les parties prenantes puissent comprendre les rapports de cause à effet et s'en servir à l'avenir comme base des processus stratégiques de planification. L'objet du rapport sur le capital intellectuel est d'offrir une vue d'ensemble sur la gestion des ressources intellectuelles de l'organisation et les liens de causalité, tout en montrant comment la performance individuelle peut être améliorée aux points névralgiques ou d'un bout à l'autre de l'organisation.

Le cadre modèle s'articule en cinq parties qui doivent être „remplies“ au cours de l'élaboration du projet de rapport sur le capital intellectuel, ce qui veut dire concrètement que chacune des cinq parties et parties annexes doit être définie par une série d'indicateurs dont la majorité sera quantifiée au moyen des données recueillies, devenant ainsi mesurables. On peut classer ces indicateurs en trois catégories :

1. Indicateurs recueillis dans chaque institution de contrôle des finances publiques, qui forment une base de comparaison (Benchmarking)
2. Indicateurs valables pour une ISC spécifique, par exemple en fonction de la place de cette institution au regard du droit constitutionnel
3. Indicateurs ayant un intérêt capital pour une organisation donnée, mais moins pertinents sur un plan général.

La publication des rapports sur le capital intellectuel est une affaire complexe. D'une manière générale, une version aussi complète que possible est préparée pour usage interne, la version publiée ne représentant qu'un extrait de la version exhaustive. (En ce qui concerne l'analyse comparative potentielle entre les ISC au niveau international, les critères de sélection des indicateurs restent encore à définir).

La Cour des comptes d'Autriche est en train de mettre au point un projet de rapport modèle sur le capital intellectuel. Environ 150 indicateurs sont à l'étude, mais ce chiffre n'est pas significatif de la qualité du rapport. À l'avenir, les rapports sur le capital intellectuel s'efforceront de se satisfaire d'un nombre d'indicateurs „dérivés “ nettement inférieur en nombre mais plus représentatifs.

La transposition du schéma représenté au tableau 2 en un rapport sur le capital humain donne la structure indiquée au tableau 4.

Projet de structure du rapport sur le capital intellectuel établi par la Cour des comptes d'Autriche

1. Base stratégique

Schéma directeur[5], Les connaissances en tant que capital, Objectifs de connaissances
(Par ex.2007 : Cinq objectifs : Excellence, Création de valeur, Communication des principes, Exemplarité, Réseaux internationaux)

2. Gestion des connaissances

Processus opérationnel, Niveaux, Piliers

3. Capital intellectuel

Capital humain, Capital structurel, Capital relationnel, Capital d'innovation

4. Processus clés

Processus d'audit, Expertise en matière de normes, Clôture des comptes, Développement des connaissances du personnel. Autres processus

5. Résultats

Output = Prestations, Outcome & Impact = Effets désirés

Annexe : Glossaire : Définition des concepts et des indicateurs

Tableau 4 : „Transposition“ du schéma (tableau 2) en structure de rapport. Cour des comptes d'Autriche.

Quelle importance les ISC accordent-elles à cette nouvelle approche que représente le reporting sur le capital intellectuel ?

Etant donné que les ISC se considèrent désormais moins comme des „contrôleurs de gestion“ que comme des consultants pour la gestion d'organisations de service public, financées ou gérées par des fonds publics, elles sont censées maîtriser les méthodes d'analyse prévisionnelle conformes aux besoins des administrations publiques. Le contrôle de l'exactitude et de l'efficacité du contrôle des fonds publics est aujourd'hui perfectionné sur les plans tant méthodologique que technique (grâce à la technologie de l'information). Ce qui manque plutôt aux ISC c'est de ne pas analyser : a) si les fonds publics sont investis et gérés conformément à la stratégie et à la mission et, b) dans quelle mesure les audits ne s'intéressent pas seulement à la performance mesurable sur le plan économétrique, mais aussi à la performance non comptable dont chaque état a besoin et qui ne peut être représentée par des paramètres économétriques classiques (par exemple l'adéquation de la mission au budget). Les données qui comptent vraiment pour une ISC concernent la stratégie, l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre des principes d'action, ainsi que la

qualité de la gestion, la „substance“ et la viabilité des activités des organisations de service public, qui déterminent la compétitivité intérieure et extérieure d'un état. Ces questions sont examinées par la Commission de l'UE qui défend la stratégie selon laquelle l'Europe doit devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive, conformément à l'objectif de Lisbonne. Du point de vue du chercheur, les nouvelles approches en matière d'analyse et de présentation des rapports, telles que le reporting sur le capital intellectuel, sont à cet effet l'instrument nécessaire qu'il convient d'exploiter.

Documents de référence

- [1] Austrian Research Centers / Forschungszentrum Seibersdorf, en particulier les rapports sur le capital intellectuel de 1999 à 2003. URL via www.arcs.ac.at plus recherche sous le mot Wissensbilanz -> (http://www.arcs.ac.at/publik/fulltext/wissensbilanz/ARCS_Wissensbilanz_1999.pdf + années concernées)
- [2] République d'Autriche. Journal officiel de la République d'Autriche, Année 2006, Publié le 15 février 2006, 63. Décret du Ministère fédéral de l'éducation, la science et la culture sur le rapport sur le capital intellectuel (*Wissensbilanz-Verordnung-WBV. Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Kultur*).
- [3] Commission européenne : "RICARDIS : „Reporting Intellectual Capital to Augment Research, Development and Innovation in SMEs". 2006. http://ec.europa.eu/invest-in-research/pdf/download_en/2006-2977_web1.pdf
- [4] Koch, G.; Leitner, K.-H.; Bornemann, M. (2000) Measuring and Reporting Intangible Assets and Results in a European Contract Research Organization. Berlin (Joint German-OECD Conference, Benchmarking Industry-Science Relationships, Octobre 16 – 17, 2000, Berlin)
- [5] Cour des comptes d'Autriche : Leitbild und Strategie. www.rechnungshof.gv.at